LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 novembre 2026

Nous n'avons qu'un seul drapeau, c'est le drapeau rouge de la Commune de 1871, de la Révolution russe de 1917, qu'un hymne, l'Internationale.

Nous appartenons à une classe sociale, la classe ouvrière, celle des damnés de la Terre, des exploités et des opprimés, et nous y resterons fidèles jusqu'à notre dernier souffle.

Mais pourquoi toutes ces guerres ? Une partie de la réponse.

Alimentation : la Banque mondiale alerte sur une flambée des prix - Le Journal De L'Economie 29 octobre 2026

La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme. Selon son dernier rapport publié ce mardi 28 octobre 2026, les prix de l'alimentation devraient bondir de 18 % entre 2025 et 2027. Une hausse vertigineuse qui s'inscrit dans un contexte plus large : les matières premières mondiales enregistreront une augmentation de 23 % en 2026, portée par une flambée de 32 % des prix de l'énergie.

Les pays à faibles revenus subissent un double choc. Non seulement ils importent massivement pétrole et denrées alimentaires, mais ils croulent sous une dette publique écrasante. Lorsque les prix mondiaux s'envolent, leurs déficits courants explosent, leurs devises se déprécient et l'inflation locale s'emballe. La Banque mondiale estime qu'une aggravation des conflits combinée à des chocs climatiques pourrait faire basculer plus de 40 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté.

Face à l'urgence, l'institution a mobilisé 8,7 milliards de dollars d'aides et de prêts concessionnels au profit de 25 pays touchés par les répercussions du conflit au Moyen-Orient. Mais cette somme paraît dérisoire au regard des besoins. Pour un pays comme le Bangladesh ou le Kenya, quelques centaines de millions permettent à peine de subventionner temporairement le pain ou le riz. Le Journal De L'Economie 29 octobre 2026

J-C – Ce sont principalement les plus pauvres qui doivent casquer, parce qu'ils sont les plus nombreux, c'est logique, mais cela ne suffit pas, cette fois tout le monde est mis à contribution au risque d'entraîner de graves perturbations sociales et politiques dans des pays aux régimes déjà instables, donc cela va alimenter la lutte des classes dans les mois à venir, et ce n'est qu'un début.

Cela signifie qu'on a encore l'espoir de s'en sortir ou de renverser leur pouvoir, si les masses se mobilisent, et surtout, si nous étions nombreux à retrouver le chemin du socialisme et à nous organiser, là, ce n'est pas gagné d'avance, c'est plutôt mal barré ! J'ai envie de dire, que le jour où

je vous signalerai que j'ai reçu des courriels de lecteurs, là vous pourriez vous dire, qu'on est peut-être sur la bonne voie, non pas que je conduirais la révolution, mais d'autres s'en chargeraient.

Collaboration de classes ou quand il y en a qui se trompent de classe et de révolution.

Mouvement lycéen : le drapeau tricolore flotte dans les cortèges - 7 novembre 2026

https://www.legrandsoir.info/mouvement-lyceen-le-drapeau-tricolore-flotte-dans-les-corteges.html

Victoire culturelle de classe : quand la Marseillaise et le drapeau français font leur grand retour dans les manifestations de jeunes ! - 6 novembre 2026

https://initiative-communiste.fr/articles/billet-rouge-2/victoire-culturelle-de-classe-quand-la-marseillaise-et-le-drapeau-francais-font-leur-grand-retour-de-jeune-dans-les-manifestations-de-jeunes/

Par Georges Gastaud (PRCF)

Une victoire culturelle de premier plan : quand marseillaise et drapeau tricolore font leur grand retour dans les manifs de jeunes !

J-C – Quel honte infâme ! Les jeunes ne méritent pas cela.

Mon commentaire envoyé au blog *Le Grand Soir*.

Avis aux Versaillais !

- Pendant la Commune de Paris en 1871, le drapeau tricolore est devenu l'emblème des adversaires de l'insurrection, notamment le gouvernement de Versailles dirigé par Adolphe Thiers et les gardes nationaux « de l'ordre ». Face à lui, les communards ont officiellement adopté le drapeau rouge comme symbole de la République sociale et universelle. (roger-viollet.fr)

Au PRCF, ils en sont très fiers, ils lui ont même dédié un article, quant à la chanson, ils l'ont déjà. Ils peuvent l'entonner en chœur et en famille avec Macron et ses courtisans, Le Pen et Bardella ou alors Mélenchon !

On se serait attendu à une levée de boucliers pour défendre l'emblème de la lutte du prolétariat mondial pour son émancipation, le drapeau rouge, eh bien pas du tout, l'heure est à la collaboration de classes, depuis des lustres déjà, un siècle...

Ce qui est symptomatique de notre époque, et dramatique, c'est le niveau théorique de plus en plus médiocre de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, la décomposition de ce dernier, sans en faire le procès, seuls leurs dirigeants sont coupables de faillite politique, d'ignorance ou de trahison.

La jeunesse est excusée d'avance également puisqu'elle manque d'expérience. Mais il y en a qui voudraient lui donner le droit de vote à 14 ou 16 ans, d'autres charlatans proposent de tirer au sort nos représentants, autant dire, remettre notre destin entre les mains de n'importe qui, on touche le fond, le nihilisme ambiant fait tache d'huile ! luttedeclasse.org

Avec l'IA de Google renouez avec les enseignements du passé de la lutte de la classe ouvrière.

Thème. Le drapeau tricolore arboré par les ennemis de la Commune.

IA - Pendant la Commune de Paris en 1871, le drapeau tricolore est devenu l'emblème des adversaires de l'insurrection, notamment le gouvernement de Versailles dirigé par Adolphe Thiers et les gardes nationaux « *de l'ordre* ». Face à lui, les communards ont officiellement adopté le drapeau rouge comme symbole de la République sociale et universelle.

Un basculement symbolique en 1871

L'opposition entre les deux drapeaux reflète une fracture politique et sociale majeure à la fin du XIXe siècle.

• Le symbole de l'ordre et de Versailles. Le gouvernement réfugié à Versailles et son armée marchent sous les couleurs bleu-blanc-rouge. Pour les insurgés parisiens, ce drapeau incarne désormais la bourgeoisie conservatrice, la capitulation devant la Prusse et la répression sanglante.

• Le rejet communard. Dès le mois de mars 1871, le drapeau rouge remplace le drapeau tricolore sur l'Hôtel de Ville, le Panthéon et les barricades. Les communards voient dans l'étendard rouge l'héritage des révolutions ouvrières de 1848 et le refus de l'ordre établi.

• Une ambiguïté persistante. Quelques bataillons fédérés conservent ponctuellement des drapeaux tricolores issus de la Garde nationale lors du siège de Paris. Toutefois, l'usage officiel de la Commune impose rapidement le rouge uni ou frappé d'inscriptions révolutionnaires.

Le drapeau tricolore comme signe de reconquête

Durant les combats du printemps 1871, hisser le drapeau tricolore dans Paris constitue un acte ouvertement hostile à la Commune.

• Les manifestants « *Amis de l'ordre* ». Le 22 mars 1871, des partisans du gouvernement de Versailles défilent place Vendôme derrière des drapeaux tricolores pour contester le pouvoir insurgé.

• La prise des forts et des quartiers. Chaque avancée des troupes versaillaises est marquée par le remplacement du drapeau rouge par le drapeau tricolore, comme lors de la reprise du fort d'Issy le 9 mai 1871.

• La Semaine sanglante. Dès l'entrée de l'armée dans Paris le 21 mai 1871, les gardes nationaux restés fidèles à Versailles et les habitants hostiles à la Commune arborent le drapeau tricolore aux fenêtres et sur les barricades reprises, notamment dans le quartier Saint-Germain.

Une fracture durable après 1871

Après l'écrasement de la Commune, cette opposition entre les deux emblèmes marque durablement la vie politique française. Comme le rappelle l'association Les Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, d'anciens communards tel Émile Eudes rejettent violemment le drapeau tricolore, qu'ils associent directement au massacre de mai 1871 et à la « *Réaction bourgeoise* ». À l'inverse, la

Troisième République consolide le bleu-blanc-rouge comme étendard national unique, reléguant le drapeau rouge aux mouvements socialistes et ouvriers.

J-C – La Troisième République impérialiste de républicain Jules Ferry, des expéditions coloniales en Asie du Sud-Est, au Maghreb, au Moyen-Orient et plus largement en Afrique.

Voilà l'héritage ensanglanté que revendiquent ceux qui arborent ce drapeau. Ce sera sans nous ou contre nous. Mort à la tyrannie, vive la justice et la liberté, le socialisme vaincra !

Les flatteurs vivent au dépend de ceux qui les écoutent, c'est mauvais signe.

"*Enfin la droite a un candidat qui ressemble à quelque chose*": Jean-Luc Mélenchon réagit à la candidature de Teddy Riner à l'élection présidentielle - BFMTV 12 novembre 2026

Avec ce nouveau venu dans la course à l'Élysée, la droite s'est « *enfin* » trouvé un candidat qui « *ressemble à quelque chose* », a ironisé ce mercredi 11 novembre le leader de La France insoumise.

« *Il a de l'allure le gars, c'est un champion* », a-t-il dit lors d'un meeting à La Souterraine dans la Creuse.

"*Moi, je préfère battre une droite qui a de la gueule qu'une espèce de cohorte confuse comme en ce moment, donc je recommande à ceux de droite de bien réfléchir parce qu'enfin ils ont un candidat qui ressemble à quelque chose*", conclut Jean-Luc Mélenchon. BFMTV 12 novembre 2026

---

160 pages. A vouloir en faire trop, on ne convainc personne ou presque.

Jean-Luc Mélenchon dépasse le prix Goncourt : Le programme de LFI pour la présidentielle cartonne en librairie - 20 Minutes 11 novembre 2026

Selon les informations du Parisien, les ventes du programme de La France insoumise pour l'élection présidentielle dépassent celles du prix Goncourt. L'Avenir en commun, le programme de la Nouvelle France, en vente depuis vendredi dernier, s'est déjà écoulé à 45.197 exemplaires.

Version actualisée de « *l'Avenir en commun* », le programme de 160 pages, vendu 4.90 euros, est sorti à la veille du meeting LFI organisé au Bourget.

Teddy Riner, à 4% de matière grasse ou grise ?

Un sondage exclusif Ifop-Fiducial pour LCI et Sud Radio - tf1info.fr 10 novembre 2026

"*Seriez-vous prêt à voter pour lui* ?" C'est la première question à laquelle ont dû répondre les électeurs sollicités, le sondage ne comparant pas, à ce stade, sa candidature à celle de ses rivaux déjà connus. À 22%, ils ont répondu oui, avec des nuances dans leur détermination. Ainsi, 4% des sondés estiment qu'ils voteront "*certainement*" pour Teddy Riner, et 18% qu'ils le feront "*probablement*". Du côté des quelque 78% qui pensent ne pas donner leur voix à l'ancien judoka,

32% pensent qu'ils ne le feront "*probablement pas*", contre 46% plus catégoriques. tf1info.fr 10 novembre 2026

Pour le secrétaire général de la Fondation Jean Jaurès, si Teddy Riner est mesuré à 4 %, comme il y a un an, il ne se sera pas passé « *grand-chose* », ce serait donc « *un échec*. » HuffPost 12 novembre 2026

Teddy Riner est le porte-parole des négriers macronistes.

Le capitalisme est à l'origine du colonialisme et du racisme, par conséquent tous ceux qui prétendent combattre le capitalisme et ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière dont le racisme, sont des dilettantes ou des charlatans.

La corruption est un produit de l'Ancien régime dont le droit reposait sur l'argent et la force, il était assimilable à un abus de pouvoir consenti par le corrompu ou imposé par le corrupteur.

Quelles « *magouilles* » ces élections !

Présidentielle 2027 : les grandes magouilles commencent - RT 11 nov 2026

La candidature de Teddy Riner à l'élection présidentielle française de 2027 est l'occasion de revenir sur le grand cirque des candidatures, d'expliquer en quoi tout cela manque globalement de sérieux, mais aussi de démasquer les manipulations qui peuvent parfois s'y cacher. Une analyse d'Alexandre Regnaud.

Les candidats sont déjà si nombreux qu'on n'arrive même plus à savoir combien ils sont réellement. Le Nouvel Obs en comptait 31 au 9 novembre, Franceinfo 34, LCP seulement 26, tandis que le JDD montait à 40. Bref, c'est n'importe quoi.

Pourtant, ce n'est pas nouveau : cet ordre de grandeur correspond à celui des scrutins précédents. Ce qui est notable, en revanche, c'est la précocité de toutes ces annonces et la rapidité de l'inflation des candidatures.

Un phénomène qui s'accentue ces dernières années et qui s'explique simplement par… le délitement du monde politique français. Cela signifie, en effet, que le paysage politique français est devenu tellement médiocre, l'absence d'idées tellement évidente, l'offre tellement interchangeable entre les partis, y compris ceux présentés comme extrêmes ou de prétendue opposition, qu'en France, on ne vote plus pour quelqu'un, mais plutôt contre un autre : contre le pouvoir en place, contre un candidat présenté comme un danger, etc.

Le vainqueur arrive alors au pouvoir avec une légitimité faible, déçoit rapidement, bat de nouveaux records d'impopularité et, de nouveau, on vote pour un autre, non pas pour ce qu'il représente, mais contre le précédent. C'est déjà ainsi que Chirac a été réélu en 2002, et cela se répète en boucle depuis près de 25 ans.

Et dans ces conditions, inspiré par l'exemple de Macron en 2017, chacun pense donc avoir sa chance, puisqu'il n'a pas besoin d'être meilleur, mais simplement moins mauvais que les autres. D'où cette explosion, jusqu'au ridicule, des intentions de candidature.

Intentions, parce qu'il faut bien comprendre que tous ces gens ne sont encore que des candidats à la candidature. Au final, seule une petite dizaine d'entre eux, en général, verront leur nom figurer sur un bulletin de vote.

En effet, pour pouvoir se présenter réellement à la présidentielle, il faut obtenir les fameuses 500 signatures. Soit, en réalité, 500 parrainages officiels émanant non pas de citoyens ordinaires, mais d'un collège d'environ 42 000 élus, c'est-à-dire de personnes détenant déjà un mandat politique. Et encore, pas n'importe lesquels : seules certaines catégories sont habilitées à parrainer un candidat, notamment les députés, les sénateurs, les conseillers régionaux et départementaux, les maires et les présidents d'intercommunalité. Et chacun ne peut, bien sûr, parrainer qu'un seul candidat.

Vous me direz que, si l'on fait le calcul, cela représente tout de même 84 candidats potentiels. C'est oublier que l'immense majorité de ces « *parrains* » sont liés à des partis politiques, respectent généralement leur discipline et accordent donc leur signature au candidat de leur propre mouvement. Celui-ci peut ainsi en recueillir plusieurs milliers alors que 500 seulement sont nécessaires.

Et c'est là que les magouilles commencent. Une partie des signataires surnuméraires peuvent en effet être invités par ces mêmes partis à accorder leur parrainage à quelqu'un d'autre que leur propre candidat, particulièrement à ceux que l'on appelle les « *petits candidats* », c'est-à-dire ceux qui n'ont aucune chance de dépasser même les 5 %, mais qui sont là quand même.

L'effet recherché, c'est la dispersion des votes au premier tour. Quelqu'un qui vote pour un « *petit* », c'est un électeur potentiel de moins pour votre principal opposant, qui peut ainsi se retrouver éliminé, puisque seuls les deux premiers accèdent au second tour. C'est exactement ce qui est arrivé à Lionel Jospin en 2002, avec les candidatures de Chevènement et de Taubira, débouchant sur un second tour Chirac-Le Pen et une victoire assurée pour Chirac.

Ce sont, en quelque sorte, ce que l'on pourrait appeler des candidatures parasites (au regard du système, bien sûr).

Des candidatures que l'on peut parfois carrément susciter pour affaiblir un autre camp. Prenons, au hasard, Teddy Riner. On ne préjugera ni de ses intentions personnelles ni de sa bonne volonté. Mais on constate que, derrière lui, on retrouve Philippe Véran pour financer sa campagne, l'un des premiers soutiens de Macron en 2016. Ou encore François Braun dans sa très réduite équipe de campagne (20 personnes), soit l'ancien ministre macroniste de la Santé en 2022-2023. Et Macron lui-même, qui fait savoir publiquement qu'il est « *très heureux* » de cette candidature.

À cela s'ajoute une enquête Toluna Harris Interactive selon laquelle 20 % des personnes ayant voté pour Jean-Luc Mélenchon en 2022 seraient prêtes à voter pour Riner en 2027, soit le plus fort potentiel de transfert de voix parmi les différents électorats (les autres se situant autour de 8 %).

On se rappelle alors que le seul enjeu de l'élection pour la macronie est de déjouer la perspective d'un second tour Le Pen-Mélenchon. Et donc d'imposer son propre candidat face à Le Pen, afin de s'assurer la victoire, comme à chaque fois. Il faut simplement, pour cela, faire passer Mélenchon sous le score du candidat macroniste. Bref, une candidature tierce qui lui ferait perdre jusqu'à 20 % de ses électeurs arrive à point nommé… et n'a absolument aucun autre objectif.

Car, à moins d'un emballement populaire inattendu (mais toujours possible avec une bonne ingénierie sociale), Teddy Riner n'est pas le vrai candidat de la macronie, même si son équipe montre clairement que c'est bien elle qui est à la manœuvre. Vous avez maintenant compris dans quel but.

Car, à moins d'un emballement populaire inattendu (mais toujours possible avec une bonne ingénierie sociale), Teddy Riner n'est pas le vrai candidat de la macronie, même si son équipe montre clairement que c'est bien elle qui est à la manœuvre. Vous avez maintenant compris dans quel but.

D'ailleurs, au vu des sondages et de la température du pays, il est même possible qu'aucun des candidats macronistes actuels ne soit finalement celui de la macronie. Il faut en effet s'attendre à une avalanche de désistements et de ralliements (en échange d'une place, bien sûr : ces candidatures sont aussi faites pour ça). Voire, au terme de ce processus, à l'émergence d'un candidat surprise, ou d'une candidate surprise, généralement à la faveur d'un événement extérieur : crise budgétaire, attaque extérieure ou intérieure plus ou moins fantasmée ou mise en scène, etc.

Un nouveau venu qui sera alors massivement présenté comme idéal et miraculeux par l'ensemble des médias du système, et auquel tous les « partis de gouvernement » se rallieront in fine. Bref, un ressassé de Macron 2017, mais en plus grossier encore, parce qu'ils sont encore moins légitimes et encore plus désespérés. RT 11 nov 2026

Précisions.

Un potentiel électoral, et non une intention de vote. Selon Toluna Harris Interactive, le chiffre mesure les personnes qui pourraient « *envisager* » de voter pour le judoka (répondant « *pourquoi pas* »), et non un choix ferme au premier tour.

L'institut précise qu'il mesure un potentiel électoral, et non des intentions de vote au premier tour. Autrement dit, les 22 % de sympathisants insoumis concernés n'affirment pas nécessairement qu'ils voteront pour Teddy Riner, mais simplement qu'ils pourraient envisager cette possibilité. Le sondage a d'ailleurs été réalisé avant l'annonce officielle de sa candidature, ce qui ne permet pas encore de mesurer l'effet de son entrée dans la course présidentielle.

Plus surprenant encore, Teddy Riner attire particulièrement les jeunes, avec un potentiel électoral de 19% chez les 18-24 ans et de 24 % chez les 25-34 ans.

Ces résultats pourraient constituer un sujet de préoccupation pour Jean-Luc Mélenchon, dont la stratégie électorale repose notamment sur la mobilisation des jeunes et d'une partie de l'électorat populaire.

Le leader insoumis conserve toutefois une position solide dans les sondages, avec 18 à 19% des intentions de vote selon les scénarios testés début novembre.

Repris de justice multirécidiviste, bref, c'est un escroc !

Présidentielle 2026 : A peine candidat, Teddy Riner rattrapé par le fisc - 20 Minutes avec AFP 12 novembre 2026

Le judoka, qui vient de se déclarer candidat à la présidentielle de 2027, est rattrapé par un nouveau contentieux fiscal concernant l'une de ses sociétés

À peine entré dans l'arène présidentielle, Teddy Riner a déjà un adversaire de taille… Le fisc. L'administration fiscale réclame 244.789 euros à Riner Estate, une société immobilière gérée par le quintuple champion olympique de judo, rapporte ce mercredi L'Equipe. Selon le quotidien sportif, l'administration fiscale a demandé en juillet le placement en liquidation judiciaire de cette société immatriculée à Levallois-Perret.

La procédure a finalement été ouverte le 2 septembre par le tribunal des activités économiques de Nanterre. La date de cessation des paiements a été fixée au 3 mars 2025, selon un jugement publié le 11 septembre au bulletin des annonces civiles et commerciales.

Ce nouveau dossier vient s'ajouter à d'autres démêlés fiscaux impliquant le champion. Début novembre, L'Equipe avait révélé que la cour administrative d'appel de Versailles avait conforté le fisc dans un redressement lié à une société de location de voitures de luxe. L'administration reprochait à Teddy Riner d'avoir utilisé à titre personnel des véhicules de cette société, une Ferrari et une Rolls-Royce. Une décision a bien été rendue le 15 octobre en ces termes par la cour, a constaté l'AFP

Un autre dossier est celui de la holding TR Leader Group, dont Teddy Riner était gérant jusqu'à fin octobre 2026. Il avait fait l'objet en mai 2022 d'un avis de recouvrement de 195.693 euros au titre de pénalités et d'intérêts de retard. En janvier 2026, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a jugé irrecevable la demande de restitution de 195.693 euros formulée par la société, qui contestait la régularité de cet avis. De quoi entacher son entrée surprise dans la course à l'Elysée.20 Minutes avec AFP 12 novembre 2026

Boycott ! A bas les guerres impérialistes et la militarisation de l'école !

«*Un irrespect total*» : en France, les commémorations du 11 novembre entachées par des appels au boycott - RT 11 nov. 2026

La ministre française des Armées a fustigé les appels au boycott, lancés par plusieurs syndicats d'enseignants, de la commémoration de l'armistice du 11 novembre organisée dans les écoles françaises, dénonçant «*un irrespect total*» de la mémoire des soldats morts pour la France. Les syndicats, eux, y voient une «*militarisation*» de l'école.

En toile de fond de ces déclarations ministérielles : l'appel de plusieurs syndicats enseignants, dont SUD Éducation et le SNES-FSU, à boycotter les cérémonies de commémoration dans les écoles. Une cérémonie annuelle « *d'hommage à tous les Morts pour la France* », autour du 11 novembre, instaurée par une circulaire du ministre de l'Éducation nationale Édouard Geffray parue début juillet, à destination des élèves du CM1 à la terminale. Cérémonie à laquelle des élus ou des militaires pourraient participer.

Des syndicats y ont vu une « *militarisation* » de l'école ainsi qu'une forme de « *glorification de la guerre* ». Mi-octobre, la FSU-SNUIpp, qui se présente comme le premier syndicat enseignant dans le primaire, dénonçait une « *instrumentalisation des personnels et des élèves* », percevant dans cette démarche une « *imitation des cérémonies militaires avec la volonté d'exalter un sentiment nationaliste dans un contexte international belliqueux et instable* ». RT 11 nov. 2026

J-C – Ils nous font déjà assez chier avec leur drapeau et leur hymne, si en plus il y a leurs commémorations, ce ne sont plus des écoles, mais des casernes !

Espagne.

Des dizaines de milliers de manifestants dans les rues d'Espagne lors d'une journée de grève générale pour le droit au logement et le pouvoir d'achat - BFMTV 12 novembre 2026

La mobilisation, la première de ce type depuis 14 ans dans la 4e économie de la zone euro, a été jugée "*très importante*" dans certains secteurs par les syndicats mais qualifiée d'"*échec*" par le patronat.

Sous une pluie battante, les manifestants se sont élancés en fin d'après-midi dans les rues du centre de Madrid, après une journée rythmée par les arrêts de travail, les piquets de grève et les manifestations.

À Barcelone, où le nombre de manifestants étaient estimés à 55.000 par la police municipale en début de soirée.

Espagne : 120 000 manifestants bravent la pluie pour leur pouvoir d'achat – Euronews 12 novembre 2026

Quelque 120 000 personnes ont manifesté sous une pluie battante à Madrid lors d'une grève générale contre la vie chère et la crise du logement. Une mobilisation nationale à quelques semaines des élections législatives anticipées.

À l'initiative des syndicats UGT et CCOO et des collectifs de locataires, cette première grève générale depuis 2012 vise la dégradation des services publics, la stagnation des salaires et la flambée des loyers.

Si les centrales syndicales revendiquent une forte mobilisation dans l'industrie et les zones portuaires, l'organisation patronale CEOE relativise l'impact économique du débrayage. Des cortèges ont battu le pavé dans plusieurs métropoles espagnoles, s'inscrivant dans une vague européenne de protestations sur le pouvoir d'achat observée au Portugal, en France, en Belgique, en Italie et en Allemagne.